

RDC : Les rebelles du M23 s'emparent de la ville de Goma

@rib News, 20/11/2012 â€“ Source AFP Les rebelles du M23, qui sont soutenus par le Rwanda selon l'ONU et Kinshasa, ont pris mardi 20 novembre la mi-journée le contrôle de Goma, capitale régionale de la riche région minière du Nord-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Une ville qui fut déjà conquise en 1998 par des rebelles pro-rwandais, menés par le père de l'actuel président congolais, Joseph Kabila. Peu après, le chef du Mouvement du M23, Sultani Makenga, a fait son entrée dans la ville. Il y a circulé avec une escorte. Ancien colonel promu général, Makenga avait fait défection de l'armée régulière en mai pour créer le M23. Il est accusé "d'horreurs à grande échelle" contre les civils par Washington, qui l'a mis sur une liste noire de personnes physiques ou morales sanctionnées. En début de soirée ce lundi, l'ONU a annoncé que les rebelles enlèvent des femmes et des enfants autour de Goma. On apprend par ailleurs que des Congolais qui avaient fui au Rwanda voisin les combats sont rentrés chez eux à la faveur du retour apparent au calme. Les rebelles, qui n'ont pas rencontré de résistance de l'armée loyaliste selon plusieurs témoignages, "contrôlent la ville de Goma et poursuivent l'ennemi" qui est "en débandade", avait proclamé mardi peu après midi le porte-parole du M23, le colonel Viannay Kazarama. Il affirme que l'aéroport de Goma, tenu jusqu'à mardi matin par la garde publique congolaise, est également sous contrôle du M23. Il refuse toutefois de préciser jusqu'où son mouvement va poursuivre l'armée congolaise qui s'est regroupée à Saké, à une vingtaine de kilomètres de la ville vers le sud-est. Le président appelle à se mobiliser contre cette "agression". De Kinshasa, le président congolais Joseph Kabila a aussitôt lancé un appel "au peuple ainsi qu'à toutes les institutions" à se mobiliser pour "défendre notre souveraineté" contre l'agression dont la RDC se dit victime de la part du Rwanda. Joseph Kabila est ensuite arrivé à Kampala, Ouganda, pour discuter de la crise avec le président ougandais Yoweri Museveni, selon le protocole congolais. Le président de RDC dit vouloir "présenter ses preuves" contre les pays selon lui impliqués dans la crise au sommet de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) en cours à Kampala. A Goma, située à environ 1.500 kilomètres de la capitale, à l'autre bout de l'immense RDC, l'ambiance s'est ensuite détendue dans l'après-midi : les habitants recommencent à apparaître dans les rues alors que les soldats du M23 circulent sans incident. Un camion et une camionnette débâchés, pleins de rebelles en armes, circulaient lentement en centre-ville sous les applaudissements des passants. Depuis 13 heures heure locale, aucune détonation d'arme, légère ou lourde n'a retenti. La ville ne porte pas de traces de destruction due à des bombardements ou à des déplacements d'engins blindés. Et aucun bilan n'a pu encore être établi. Les rebelles avaient pris lentement dans la matinée le contrôle des différents quartiers alors que l'armée se retirait sans apparemment combattre. Les rebelles du M23 ont en outre pris le contrôle des deux postes-frontières avec la ville rwandaise voisine de Gisenyi. Une foule grossissante a tenté de se réfugier dans la journée à Gisenyi. La ville assiégée depuis plusieurs jours Les rebelles encerclaient Goma depuis plusieurs jours. Les combats avaient repris mardi à l'aube à l'issue d'un ultimatum du M23 à Kinshasa, exigeant la "démilitarisation" de la ville et l'ouverture de négociations. Kinshasa a catégoriquement refusé de négocier avec les rebelles qu'il qualifie de "forces fictives mises en place par le Rwanda pour dissimuler ses activités criminelles en RDC". Selon un rapport des Nations unies, le M23 est soutenu activement par le Rwanda et l'Ouganda, ce que Kampala et Kigali récuse. Des ressources minières en jeu Le M23 a été créé début mai par des militaires, qui, après avoir participé à une rébellion, ont intégré l'armée congolaise en 2009, à la suite d'un accord de paix. Ils se sont mutinés en avril, arguant que Kinshasa n'avait pas respecté ses engagements. Ils réclament notamment le maintien de tous les officiers dans leurs grades et refusent "le brassage" (affectations dans d'autres unités et d'autres régions) que veut leur imposer Kinshasa, ce qui les éloignerait de leur zone d'influence dans l'est. La région composée des provinces des Nord et Sud-Kivu est aussi le théâtre de conflits quasiment ininterrompus depuis une vingtaine d'années en raison de ses richesses en ressources minières (or, coltan, cassitérite) et agricoles, que se disputent le gouvernement congolais, divers mouvements rebelles et les pays voisins de la RDC, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. De nombreuses ONG avaient évacué leur personnel vers le Rwanda voisin, l'ONU annonçant le départ de ses employés "non essentiels". Dimanche, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, avait assuré que les 6.700 Casques bleus basés au Nord-Kivu allaient y rester.